

Unité départementale des Alpes Maritimes  
Tour Hermès, Nice Leader  
64-66 route de Grenoble,  
06286 NICE

NICE, le 07 juillet 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **GARAGE DU MOURIEZ**

1022 Route de Grenoble  
06670 Castagniers

D/SPR/VJ/749/2023

Références : 2023-342

Code AIOT : 0006408764

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2023 dans l'établissement GARAGE DU MOURIEZ implanté 1022 Route de Grenoble 06670 Castagniers. L'inspection a été annoncée le 02/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'établissement concerné est un garage automobile présentant une activité illégale de démontage de véhicules hors d'usage sur 2 sites différents à proximité immédiate du garage : un sur l'ancien garage du Mouriez qui a brûlé le 17 juillet 2017 et un sur le chemin du linguador surplombant l'actuel garage.

L'inspection s'est attachée à vérifier l'évacuation des déchets métalliques et des véhicules hors d'usage présents lors des visites précédentes sur les deux sites.

Pour rappel l'ancien site qui a brûlé a fait l'objet :

- d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°366 du 10 septembre 2018,
- d'un arrêté de mesure conservatoire n°368 du 8 octobre 2018,
- d'un arrêté préfectoral n°412 de consignation de somme de 5000€ du 10 décembre 2019,
- d'un arrêté de suppression n°674 le 21 septembre 2022.

Et pour le site supérieur situé chemin du linguador:

- d'un arrêté de mise en demeure portant suspension d'activité et mesures conservatoires n°676 du 21 septembre 2022.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GARAGE DU MOURIEZ

- 1022 Route de Grenoble 06670 Castagniers
- Code AIOT : 0006408764
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est un garage automobile présentant une activité illégale de démontage de véhicules hors d'usage en sus d'une activité commerciale de vente de véhicules d'occasion, véhicules d'occasion reconditionnés sur le site par l'exploitant.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Vérification de la situation administrative de l'établissement
- Respect suspension et mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site ne présente plus qu'une activité de rachat / vente de véhicules d'occasion. Néanmoins des brûlages de carton ont été signalés à l'inspection sur le site en date du 13 mai 2023. A ce titre nous rappelons que tout brûlage de déchets est formellement interdit.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 10/09/2018, article 1	/	Amende	
4	Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 21/09/2022, article 1	/	Amende	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Activité industrielle	AP de Mise en Demeure du 08/10/2018, article 2	/	Sans objet
3	Déchets	AP de Mise en Demeure du 08/10/2018, article 2	/	Sans objet
5	Activité industrielle	AP de Mise en Demeure du 21/09/2022, article 2	/	Sans objet
6	Déchets	AP de Mise en Demeure du 21/09/2022, article 3	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection au jour de la visite, n'a pas constaté d'activité en lien avec la rubrique 2712-1 de la nomenclature des installations classées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/09/2018, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement rubrique 2712-1 de la nomenclature des ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En application de l'article L171-7 du code de l'environnement, le Garage du Mouriez, Siret n°41090310800018 situé 1022 route de Grenoble CASTAGNIERS (06670), est mis en demeure pour les activités qu'il exerce à la même adresse , et ce dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté : • soit de déposer une demande d'enregistrement et une demande d'agrément pour régulariser son activité d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage (rubrique 2712-1) ; • soit de cesser son activité d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage (rubrique 2712-1) en se conformant aux dispositions des articles R.512-46-25 et suivants du Code de l'environnement dans le cas où le Garage du Mouriez décide de procéder à la mise à l'arrêt définitif de cette activité.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté dans l'enceinte de l'établissement l'absence des véhicules hors d'usage présents lors des visites précédentes. Afin de justifier cet état de fait, l'exploitant nous a fourni des relevés d'achat de la société DERICHEBOURG - PURFER indiquant l'enlèvement entre 1/11/2022 et le 01/03/2023 de 24 véhicules hors d'usages (dont un utilitaire).  Il faut noter que ce relevé ne différencie pas le lieu d'enlèvement des VHU; c'est donc un relevé global entre le garage du Mouriez et son site supérieur situé chemin du linguador.  Il n'y a donc plus d'activité en lien avec la rubrique ICPE n°2712-1 sur le site. Actuellement le site est un garage effectuant un reconditionnement de véhicules d'occasion afin de les remettre en vente avec garantie commerciale auprès d'entreprise ou de particuliers.  Cependant, l'exploitant n'a pas fourni à l'inspection de dossier de cessation d'activité conformément à l'article R.512-46-25 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende

### N° 2 : Activité industrielle

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/10/2018, article 2
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Suspension
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En application de l'article L171-7 du code de l'environnement, le fonctionnement des activités d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage (rubrique 2712-1) du Garage du Mouriez, est suspendu à compter de la notification du présent arrêté jusqu'à la régularisation de l'installation tel que demandé à l'article 1.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté l'absence d'activité en lien avec la rubrique 2712-1 sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de mesures conservatoires du 08/10/2018, article 2
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Mesures conservatoires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En application de l'article L171-7 du code de l'environnement, les véhicules hors d'usage présents sur le site du Garage du Mouriez sont évacués vers des installations autorisées et agréées pour les recevoir dans un délai n'excédant pas trois mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, l'ensemble des pièces automobiles présentes précédemment sur le site a été évacué vers la société DERICHEBOURG PURFER (l'exploitant a fourni des relevés d'achats justifiant l'enlèvement).  Il faut noter que ce relevé, comme pour les véhicules hors d'usage, ne différencie pas le lieu d'enlèvement, c'est donc un relevé global entre le garage du Mouriez et son site supérieur situé chemin du linguador.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 21/09/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement rubrique 2712-1 de la nomenclature des ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En application de l'article L171-7 du code de l'environnement, le Garage du Mouriez, Siret n°41090310800018 situé 1022 route de Grenoble CASTAGNIERS (06670), est mis en demeure pour les activités qu'il exerce chemin du Linguador première à gauche dans le sens de la montée, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté : • soit de déposer une demande d'enregistrement et une demande d'agrément pour régulariser son activité d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage (rubrique 2712-1) ; • soit de cesser son activité d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage (rubrique 2712-1) en se conformant aux dispositions des articles R.512-46-25 et suivants du Code de l'environnement dans le cas où le Garage du Mouriez décide de procéder à la mise à l'arrêt définitif de cette activité.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté dans l'enceinte du site supérieur, chemin du linguador, l'absence des véhicules hors d'usage présents lors de la visite précédente. Afin de justifier cet état de fait, l'exploitant nous a fourni des relevés d'achat de la société DERICHEBOURG - PURFER indiquant l'enlèvement entre le 01/11/2022 et le 01/03/2023 de 24 véhicules hors d'usages VHU (dont un utilitaire).  Il faut noter que ce relevé ne différencie pas le lieu d'enlèvement des VHU, c'est donc un relevé global entre le garage du Mouriez et son site supérieur situé chemin du linguador.  Il n'y a donc plus d'activité en lien avec la rubrique ICPE n°2712-1 sur le site.  Cependant, l'exploitant n'a pas fourni à l'inspection de dossier de cessation d'activité conformément à l'article R.512-46-25 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Amende

## N° 5 : Activité industrielle

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 21/09/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Suspension
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En application de l'article L171-7 du code de l'environnement, le fonctionnement des activités d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage (rubrique 2712-1) du Garage du Mouriez, chemin du Linguador première à gauche dans le sens de la montée à Castagniers (06670), est suspendu à compter de la notification du présent arrêté jusqu'à régularisation de l'installation tel que demandé à l'article 1.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté l'absence d'activité en lien avec la rubrique 2712-1 sur le site supérieur situé chemin du linguador. L'inspection note juste le stationnement de quelques véhicules d'occasion en attente de vente.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 21/09/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Mesures conservatoires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En application de l'article L171-7 du code de l'environnement, les véhicules hors d'usage présents sur le site du Garage du Mouriez, chemin du Linguador première à gauche dans le sens de la montée à Castagniers (06670), sont évacués vers des installations autorisées et agréées pour les recevoir dans un délai n'excédant pas trois mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, l'ensemble des pièces automobiles présentes précédemment sur le site ont été évacuées vers la société DERICHEBOURG PURFER (l'exploitant a fourni des relevés d'achats justifiant l'enlèvement).  Il faut noter que ce relevé, comme pour les véhicules hors d'usage, ne différencie pas le lieu d'enlèvement, c'est donc un relevé global entre le garage du Mouriez et son site supérieur situé chemin du linguador.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet